

Une GIECquerie parmi d'autres : 1,6 milliard du quotidien des contribuables de l'hexagone évaporé par les portes des banqueries GIEC, Pffuiittt...!

Anegeo 30/12/18 (1708/23)

Suite donc à l'accord UNFCCC/UNEP/WMO/GIEC à Kyoto 1997, organismes composés d'officiels d'États et des fonctionnaires internationaux incrusté-e-s, ont été établies d'abord et avant tout des bourses d'échange de *droits CO2*. On parle business, il s'agit de ratisser des dollars pour alimenter la "nouvelle économie" du « climat ».

Chez nous c'est essentiellement les ménages, à plus des 2/3, qui payent cette toute nouvelle gabelle GIEC dès le premier cm³ de gaz pour chauffer les fayots du soir ou réchauffer un peu les gosses, et dès le premier centilitre d'essence du scooter ou de la vieille clio afin de pouvoir se rendre au boulot.

Pour l'élite française particulièrement le "corps des mines" planqué au fond des ministères, si suite aux protestations spontanées des français-e-s du bas elle a suspendu provisoirement "l'augmentation Jean Jouzel/CEA-GIEC-Tubiana-Hulot" :

«...**une taxe carbone "qui va monter en puissance jusqu'à 2020", comme l'a affirmé le climatologue Jean Jouzel** » (Actu-environnement 27/09/16, [ici](#), [là](#))...

... il est hors de question de supprimer cette nouvelle taxe générée à partir de rien en 2015. Elle a rentré dans ses caisses quelque chose de l'ordre approchant 10 milliards d'euros en 2018 et l'élite fera en sorte qu'elle rentre dans ses caisses environ 10 milliards en 2019, point-barre.

C'est apparemment à cause de la nature de ses utilisat/rice/eur/s que ce CO₂ là est jugé dégueulasse pour le « climat », qu'il faut « sauver » répètent en cœur ministres, nucléocrates et ONGgiacs ⇒ Il doit être pénalisé par le GIEC, i.e. les gouvernements qui le composent.

Cette élite se montre donc inflexible : [ici](#), [là](#), [là](#), [là](#), [là](#), [là](#), [là](#), ou [ici](#), [là](#)...

Parce que le "non carboné" français, "Astrid" (= un superphenix-bis que le CEA voulait absolument pour justifier son existence/crédits en dehors de la bombe, projet abandonné en août 2019, [là](#), qui n'aura donc coûté au budget public que quelque chose comme, encore, un milliard), l' EPR, moins cheap qu'il n'avait été dit, le dit "Grand carénage" (pousser les réacteurs sur un temps non prévu lors de leur conception), le laser mega-joule pour peaufiner la bombe super-"H", ITER ([ici](#) chapitre IV-5, autre gouffre sans fond), les démantèlements du vieux et très sales CEA Marcoule (Saclay, Valduc et autres...), les démantèlements du vieux CEA/Cogema La Hague et leurs déchets à mettre quelque part de grès ou plutôt de force ([là](#)), les gendarmes mobiles/CRS indispensables : tout cela va coûter bonbons, et même beaucoup plus que ça, sans parler du "pépin" irradiant qui arrivera fatalement un jour ([là](#)). Il faut trouver des sous.

Rassurons cependant immédiatement ceux/celles qui comptent : cette traite justifiée disent-elles/ils sur CO₂ ne concerne pas :

- les avions dont la multiplication est programmée avec avidité par la même élite (très utilisés par les ONGiacs, [là](#), les centaines de tours de la terre de McKibben/350.org, L. Tubiana, J. Jouzel, etc.), exemptés de taxe CO₂ comme de toute autre taxe d'ailleurs, ozone tout particulièrement, et au saint pays de la COP21 cela s'applique aussi aux lignes intérieures, subventionnées par ailleurs ([là](#)),
- cela ne concerne pas les bateaux qui voguent (sans ou avec Jean Jouzel), exemptés idem,
- cela concerne seulement les dépassements à des **quotas gratos** pour les entreprises

On en déduit qu'il a du être démontré par ce "*tous les scientifiques le disent*", avec les très coûteux ordinateurs « *pétaflops-massivement-parallèle* » du GIEC réglés une fois pour toute depuis une paire de décennies sur "2°C", que "ce CO₂ là", celui de l'élite, est parfaitement inoffensif pour son « climat »-numérique.

Mais bon, sur la GIECquerie dont il est question ici, ça n'est pas des euros ramassés avec cette toute nouvelle gabelle-GIEC imposée sur la plèbe dont il s'agit. Non, c'est sur ce qu'on avait déjà payé à l'État dans notre vie de tous les jours : 1/5ème, les 20% de TVA, du montant de nombres de nos gestes, papier, stylo, coup de téléphone, achat, et sur le transport aussi (en dehors de la taxe CO₂), etc., prélevé par l'État pour l'entretien et fonctionnement du pays où l'on vit.

Pour voir ce qu'il en est, il faut de nouveau revenir à Kyoto qui a mis en place un nouveau business échange-CO2.

En France, la Caisse des dépôts et consignations avec la société américaine NYSE Blue ont créé en 2005 une place de marché spécialement dédiée à ces échanges au comptant, BlueNex, qui est une entreprise d'investissement agréée pour gérer un système multilatéral de négociations. NYSE Blue est une de ces "joint-venture" américaine (quand vous parlez GIEC ou « climat », vous découvrirez que la nébuleuse "silicon Valley" n'est jamais loin) du New Jersey, qui fleurissent grâce à l'ONUisation du « climat ». Y participe APX Inc. qui inclut Goldman Sachs, MissionPoint Capital Partners, et ONSET Ventures (finance "silicon valley"), entreprises de la finance qui entrent aussi dans dans Nyse Blue en minoritaires.

Là., nouveau petit arrêt sur image : "MissionPoint Capital Partners" ? Mais... ?

N'est-ce pas cette société qui, derrière les deux Foundations Rockefeller, est dans la création fin 2007 de l'ONG 1 Sky/350.org (fig. A-1) ?

Mais oui, tout à fait, c'est bien ce monde → voir en annexe 1.

Le Président de NYSE Blue Inc. qui était le Président de APX, Brian M. Storms, sortait de 8 ans à UBS Supplementary Trust.

Testée en 2005, c'est en 2008 que la plate-forme BlueNex devient pleinement opérationnelle. L'ambition de l'élite française était grande : devenir face aux Anglais et aux Allemands un acteur majeur du système d'échanges de quotas de CO2 en Europe. La plate-forme BlueNex donnait accès aux registres nationaux et s'interposait entre les acheteurs et les vendeurs en donnant l'anonymat aux transactions. Ces dernières étaient soumises au régime TVA (19,6%). C'était un choix du gouvernement français de ne pas conférer aux quotas la qualité juridique d'instrument financier qui les en aurait dispensés.

Selon les principes intra-communautaires la TVA est payée dans le pays d'arrivée. Elle est donc exonérée dans le pays de départ. On peut donc acheter hors taxe, hors de France, des quotas vendus par des sociétés industrielles et les revendre en France toutes taxes comprises. **Il était voulu par notre élite toujours au nom de « sauver le climat » du GIEC, que n'importe qui puisse utiliser cette plate-forme pour faire du placement, du négoce, de la spéculation.** Une identité et une adresse était tout ce qui était demandé à ces "prestataires de service". Le tout est anonyme électronique en quelques secondes, rien de matériel, c'est un climat conceptuel.

Là, si ces utilisat/eurs/rices anonymes de la plate-forme avaient un peu de nez, ils/elles ne reversaient pas, le plus souvent ils/elles ne se déclaraient pas, à l'administration fiscale la TVA qu'ils/elles avaient facturée. Or quand on revend ces quotas à l'extérieur, c'est la plate-forme BlueNex qui déduit la TVA. C'est elle qui "rend" le montant, puis elle est remboursée par le budget. Or **le ministre du budget Eric Woerth** (Président : N. Sarkozy, Premier Ministre : F. Fillon, Économie : C. Lagarde) a **lui-même fait un courrier du 10/12/08 pour que ce remboursement soit fait mensuellement**, au lieu de trimestriellement normalement, et **qu'il soit fait rapidement**.

- "Trésorier étourdi, Eric Woerth n'a pas pensé à déclarer les enveloppes de liquide de la campagne Sarkozy", [là](#). L'origine de ces liasses était dit-il "inconnue", [là](#)

- Aussi : "... enregistrement du majordome des Bettencourt qui mettait à jour l'intenable conflit d'intérêt de l'ancien ministre du budget et trésorier de l'UMP. Voici un homme qui, à main gauche, devait être le garant du respect de la loi fiscale et, à main droite, fit embaucher sa femme par le gestionnaire de fortune Patrice de Maistre, qui s'est avéré être l'organisateur en chef de la fraude fiscale de l'héritière de l'Oréal. Voici le même homme, chargé de faire rentrer le maximum d'argent dans les caisses de son parti, qui fut financé par son épouse, elle-même financée par l'employeur de sa femme, auquel il a remis la Légion d'honneur début 2008 en tant que ministre du Budget." (Arfi, Médiapart, 16/09/14).

- Le Ministre du Budget E. Woerth avait aussi signé en mars 2009 une lettre accordant à Bernard Tapie une réduction de taxes de quelques dizaines de millions d'euros au moment où ce dernier avait bénéficié des 400 millions d'arbitrage Adidas (Mauduit et Philippin, Médiapart 02/12/15).

- Mais toujours E. Woerth a bénéficié de non lieux.

Car la caisse des dépôts se voyait faire à BlueNex des avances de plus en plus grandes pour ces remboursements de TVA. Ainsi l'État déboursait dans ce cas quelque chose qu'il n'avait jamais touché. Bon... en fait il l'avait touché ces fonds qu'il distribuait, mais des contribuables de l'hexagone de leur petite vie de tous les jours.

Le dispositif peut être répété à souhait, et à un moment donné la ou les "société(s) taxi" fantômes éphémères disparaissent des radars. Ils redémarraient avec une nouvelle société taxi. BlueNex et la Caisse des dépôts et consignations n'ont presque rien vu.

Le petit jeu a commencé début 2008, s'est intensifié sur la fin de l'année et en début juin 2009 où, devant l'évidence la finance étatique française fermera quelques jours le marché. Puis le 11 juin, la soumission des quotas à la TVA est supprimée (elle sera ré-introduite par la loi de finances rectificative du 29 décembre 2010). C'est que début 2009 les échanges avaient plus que décuplé, un essor spectaculaire, en même temps que BlueNex était devenu le plus gros rembourseur de TVA de France, quelque chose de massif (Rapport Cours des comptes, fév. 2012 : [ici](#)). Cela a continué ailleurs en Europe qui a réagi à son tour en 2010 (il semble que les Belges et Hollandais ne sont pas, ou peu, faits avoir).

Selon la cours des comptes 2012 très très grossièrement puisque via de vagues comparaisons d'époque à époque, **l'État français a versé** à ceux/celles qui avaient vu cette porte grande ouverte d'opportunité un montant de l'ordre de **1,6 milliard d'euros d'argent public en seulement quelque mois**. Pour l'ensemble de l'Europe selon Europol ce serait un montant du type de 5 milliards d'euros des contribuables qui est parti dans les effluves CO2 du GIEC.

En 2017 justice et police semblent être dans un épais brouillard, n'y voient toujours quasi rien (contrairement à Bure pour le nucléaire où elle va faire chercher pléthore de coupables dans des petites cabanes au fond des bois en plein hiver, [là](#)). Et pour commencer il semble que la haute finance et le cabinet d'Eric Woerth, tout comme les avions pour la taxe carbone, bénéficient d'une exemption d'origine divine pour cette affaire.

Il y avait donc un **joli trou dans la caisse en 2009 qu'il a bien fallu économiser sur quelques choses**, comme les hôpitaux(maternités) fort mal en point et de plus en plus espacés, les infrastructures (le pays le plus pauvre en pistes cyclables), etc. et faire de nouveaux emprunts s'ajoutant aux emprunts.

Une fois encore, merci au « climat » du GIEC, à l'élite et ses ONGiecs, on vous aime !

Annexe 1

La créature 350.org, la voiture électrique, la "dernière" avec les jeunes ados...



Fig. A-1. A gauche, Bill Clinton présente **la création de 1Sky** (= "350.org USA") : Betsy Taylor Présidente, Stephen Heintz Président-exécutif du **Rockefeller Brothers Fund** (RBF, qui finance évidemment aussi les Clinton à coté d'un Warren Buffet, et aussi de l'Arabie Saoudite, etc.) et Jesse Fink, de **Mission Points Capital Partners**, en septembre 2007;

A droite avec les polos verts sous les vestes, Billy Parrish et Jessy Tolkan de **350.org** sur l'estrade de la Clinton Global Initiative 2008.

Jessy Tolkan avec une licence de sciences politiques était Directrice de l'Energy Action Coalition lors du Powershift 2007 et suivants : organiser des rassemblements de jeunes sur le « climat ». Elle a eu un poste de directrice de développement d'infrastructure pour les **véhicules électriques** de plusieurs fabricants internationaux qu'elle ne nomme pas. Au printemps 2017 elle était toujours une des 8 membres du Bureau des Directeur/rices de 350.org.

Elle n'est pas la seule. KC Golden de Seattle, diplômé d'un Master en politique, poids lourd de l'équipe de **1Sky/350.org** sur le «climat» dès sa création, toujours dans le Bureau 350.org, est depuis longtemps avec « climate solution » à fond dans **la bagnole électrique individuelle** ([là](#)).

L'afflux de bagnoles électriques va surcharger encore plus les lignes électriques californiennes. On peut s'attendre à quelques nouveaux incendies puisque bon nombre d'entre eux, mais ça n'est avoué que bien après le déferlement médiatique quand ils se produisent : c'est le « climat », sont déclenchés par ce réseau californien de distribution de l'électricité ([ici](#), au Portugal aussi, [là](#)), et tout particulièrement, fusion d'un transformateur très tôt le matin, celui de Paradise "Camp fire" qui a grillé une ville de maisons de bois pour retraité-e-s à faible revenus installée dans la forêt ([ici](#), [là](#), [là](#)).

- Rajout août 2023 : Et oui ! les États-Unis ont remis ça le 08 août 2023 : dans Lahaina une des plusieurs petites villes du pourtour de une des îles de Hawaï, Maui (zone sub-tropicale, 21° Nord) : plus de 110 personnes brûlées ou asphyxiées. Il apparaît, vidéos de particuliers à l'appui, que c'est des fils électriques une fois de plus, tombés à terre avec bruyantes étincelles, dans un coin haut de la ville vers laquelle soufflait un vent fort, très tôt, à 06h30 du matin. Lahaina est du coté abrité de l'île de Maui. Les vents descendants y sont courant, de type foehn (avec l'inconvénient que hélicoptères ne peuvent pas décoller). Ralenti en abordant l'île par le Nord-Est le vent sec accélère en redescendant coté Sud-Ouest (ça limite d'ailleurs l'étendue des incendies qui sont poussés vers la mer). Un problème local bien identifié aussi est le changement de végétation. Ces zones ont été utilisées pour la canne à sucre (terres coloniales confisquées aux autochtones) et l'élevage, on a alors dégagé en mettant le feu à la végétation native, remplacée par des espèces importées (comme des *pennisetum*). Puis l'agriculture a été abandonnée petit à petit au profit du résidentiel. Les herbes et arbustes à croissance beaucoup plus rapide et dense introduites, qui produisent donc beaucoup avec la pluie (but du jeu alors) fabriquant du "combustible" mais elles sèchent beaucoup plus vite que le natif quand il ne pleut pas. Cela a beaucoup accru le risque d'incendie dans ces zones précises (et presque uniquement là; pas très gênant sauf quand il y a des... maisons) de ces îles.

Mais ce départ de feu du 08 août tôt le matin au bord d'une route près des maisons a été annoncé comme "100 % contained" à 09 h. Seulement il a repris, des heures plus tard et il faut être clair : ça se passe entièrement à l'intérieur d'une ville, et c'est alors qu'il y a eu les plus de 110 brûlé-e-s./asphyxié-e-s. Les USA pays le plus puissant du monde mais où des villes peuvent brûler comme au Moyen-Âge, incendies majoritairement allumés par la distribution d'électricité. A Lahaina le feu était descendant et avait commencé en haut de la ville (supposé "éteint"). Il n'y a pas eu de sirènes d'incendie. Un axe majeur a été fermé au moment du feu du matin et pas ré-ouvert pour la suite en plein après-midi et soirée quand c'est maintenant la ville qui brûle sans contrôle piégeant les gens sur la petite rue étroite de bord de mer là où le feu se dirigeait, [ici](#), [là](#).

- KC Golden se déclare en faveur de nouvelles technologies innovantes du nucléaire pour suppléer aux absences de vent et de soleil. Intelligent, il a vu qu'il n'y avait pas beaucoup de soleil la nuit qui est le moment où il faut recharger sa Tesla et autres VE. Hasard, Seattle est la ville de TerraPower joint venture État-business-Université promotionnée publiquement par Bill Gates, et qui fait (faire) du nucléaire innovant via les gros labos du DoE ([là](#)). TerraPower a essayé par exemple de vendre un réacteur expérimental au gouvernement chinois, aidé peut-être, allez savoir, par certain-e-s membres du groupe III du GIEC (Dadi Zhou/Dai Yande, qui ne crache pas sur le nucléaire, a quelques liens avec le Carnegie Endowment qui s'intéresse beaucoup à cette affaire chinoise; beaucoup d'autres membres du Groupe III du GIEC connaissent fort bien le Lawrence Berkeley National Laboratory du DoE, [là](#)).

- Billy Parish (Fig. A-1.) est dans **350.org** depuis le début. Il avait abandonné l'université après la deuxième année pour être un initiateur de "Energy Action Coalition" avec Phil Radford venant de Greenpeace. Cette "coalition" a bénéficié d'un gros budget d'entrée, et Jessie Tolkman l'a donc rejointe ensuite. Puis il est un des 4 fondateurs du business californien Mosaic, finance pour solaire, isolation, un peu de voiture électrique, etc. qui a reçu (au moins) 2 millions US\$ du US Department of Energy. Mosaic est devenu ensuite une sorte d'intermédiaire des banques DZ bank allemande et la NY green bank pour des prêts. B. Parish est resté dans le Bureau de 350.org jusqu'à fin 2016.

- L'équipe a d'abord été constitué fin 2007 comme "1 Sky" par les **fondations Rockefeller** ([là](#)), et donc aussi, Fig. A-1., par **MissionPoint Capital Partners** qu'on vient de rencontrer à nouveau avec NYSE Blue et les milliards du CO2.

Pour l'étape de mondialisation cette équipe a pris le nom de "350.org", que revendique James Hansen personnage (GISS de la NASA) majeur lors du lancement du GIEC sur lequel a pris appui le lancement parallèle en orbite de 350.org. James E. Hansen est un pro-nucléaire notoire ([là](#) et [là](#)).



Fig. A-2. James Hansen avec son logo 350

L'intérêt de ce nom "350.org" est qu'il limite strictement le débat, ou la propagande, sur les ppm du CO2. Il exclut la centaine de toxiques du nucléaire inexistantes avant 1945, il exclut le sujet de l'accroissement régulier de l'ozone troposphérique qu'alimentent les avions, il fait même l'impasse sur ce qu'est le CO2, l'aliment de la photosynthèse, la base de notre respiration... ([là](#)). Le premier logo "1 Sky" a été abandonné aussitôt Fukushima qui venait d'abîmer le "Un seul ciel" jusqu'aux côtes américaines. Betsy Taylor et Bill MacKibben l'annoncent eux-mêmes sur leur blog d'alors The SkyWriter le 07/04/2011 ([là](#)).

■ Les ONGiecs vont faire leur embrigadement chez les ados de plus en plus jeunes. Début 2019, en Europe entre autre, on est descendu à 15 ans ([là](#)). Emmenée à Paris G. Thunberg y sera entourée des lycéen-ne-s de Louis-Legrand (cœur de la capitale, là où G. Longuet par ex. a fait ses études) et Janson-de-Sailly (XVIème, là où est passée toute la famille Giscard d'Estaing), filles et fils de "la haute", avec quelques T-shirt NASA ([là](#)).

Tout le monde peut observer ça avec "School strike 4 climate" avec des jeunes ados pris dans des collèges et lycées. Oxfam notamment est à l'œuvre dans les lycées belges pour cela, [là](#). Oxfam a déjà fait des trucs du même genre en Australie faisant envoyer des lettres standard aux élu-e-s par des gamin-e-s, [là](#) (la fabrique de clones plutôt que de têtes bien faites). L'assoc a déjà aussi eu d'autres activités avec semble-t-il notamment des moins de 16 ans, [là](#), [là](#). Avec un « budget-Oxfam » pour l'année 2017 de \$ 520 millions, on peut acheter pas mal de monde (Greenpeace \$ 300 millions/an et WWF environ \$ 500 millions/an, [là](#)).

A Melbourne (sa périphérie CastleMaine), on retrouve 350.org, sa recrue la Docteure en psychologie Susie Burke explique en professionnelle comment fonctionne l'esprit des jeunes qui, si elles/ils voient que si c'est « normal » de le faire, alors veulent « en être » (d'autre part, a) en tant que psychologue elle rapporte soigner les personnes frappées de psychose sur le "climat", et b), en tant que militante 350.org, milite pour qu'on parle sans arrêt de sécheresses, de bushfire, etc. en Australie et dans le monde).



Fig. A-3. La Dr. en psychologie Susie Burke, recrue 350.org de Melbourne, à un meeting "climat" le 29/11/18 (capture d'écran intouchée)

Elle a raconté dans un podcast en janvier 2019 (c'était [ici](#), à 14:21, n'est plus en ligne) qu'elle, notamment, est dans le lancement de *SchoolStrike4climate* à Melbourne en y poussant sa propre fille, Milou 15 ans, avec des copines (Fig. A-4), avec comme d'hab. accompagnement des vidéos, sites internet magnifiques qui fleurissent immédiatement pour l'action, facebook, twitter, etc. de qualité professionnelle en Australie (son

pays, 3ème vendeur mondial d'uranium, avec des réserves pour lesquelles certain-e-s pensaient très fort à la Chine, ce que l'achat par l'Australie de sous-marins nucléaires US va gêner)/Nouvelle Zélande. De fait, le Site 350.org indiquait à cette époque que, pour l'Australie, 4 de ses 7 salarié-e-s (autres) sont justement sur Melbourne : Emma Bleasel, *Community Organiser*, James Clark, *Digital Campaigns Manager*, Jacynta Fuamatou, *Community Organiser* et Melissa Wellman, *Digital Coordinator*. Avec trois autres ailleurs en Australie : Jackson Turner, *Australian Campus Divestment Manager*, Lisa Valiamu Jameson, *Community Organiser* et Glen Katovsky, *Deputy/CEO Campaign Strategist*, et deux en Nouvelle Zélande : Niamh O'Flynn, *Executive Director* et Aaron Packard, *Global Projects Manager*. On se rappellera des « anges » qui avaient une place quasi officielle à l'entrée de la COP21 au Bourget. Elles venaient d'Australie, soit un tour de la Terre en avion A-R, dont Liz Conor professeur de Philosophie à Melbourne, association Climacts.org ([là](#)).



"If you want to join us in striking, you could walk out of school, like us, in November and go and sit outside a politician's office with your own climate strike sign," writes Harriet and Milou, who - inspired by the 15-year-old Swedish student [Greta Thunberg](#) and her [#ClimateStrike](#) which has spread in numerous European countries - now hope to see a similar youth movement rise on Australian grounds.

Fig. A-4. Photo venue renforcer celle de Greta Thunberg en Australasie, avec la fille de Susie Burke de l'association 350.org (à gauche) et des amies, 15 et 13 ans ([d'ici](#))

La photo Fig. A-4 montre que la psychiatre y a collé sa fille, époque du "lancement" Greta Thunberg, 15 ans aussi. Et l'action enveloppe donc aussi la Nlle Zélande où l'on va chercher des jeunes ados jusque dans la ville du Sud ([là](#)). S. Burke vante avec beaucoup de satisfaction que cette action d'enfants ait été un outil puissant de médiatisation.

Si tout ce "business professionnel de com." n'est pas de la mondialisation, un TAFTA du GIEC qui travaille pour la « haute »..., américaine d'abord (New York reste l'adresse postale de 350.org ; et qui finance Greenpeace, les Amis de la terre, Réseau Action Climat, Oxfam, WWF ; etc. ? : toujours les mêmes Foundations ⇒ les ONGiecs sont parfaitement interchangeables, filiales d'une même entreprise).

Les médias mainstream, la suite présidentielle française, jouent le jeu, ni interdictions de manifester dans les rues pour le « climat ». Pour ces manifs là il n'y a ni charge de, ni piégeage par, la BAC sur ces gentils troupeaux guidés par les salarié-e-s ONGiecs. C'était du pain béni pour contrer ces "gilets jaunes" frappé-e-s elles/eux de plein fouet par ces nouvelles créations taxes-"climat" que ces structures privées font exiger, sauf, intérêts bien compris, sur les avions bateaux et quota gratuits aux grosses entreprises qui par contre reçoivent centaines de millions et milliard pour "lutter" contre le dit "dérèglement climatique" ([là](#)).